

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITÉE

T/COM.5/L.23
2 septembre 1953

ORIGINAL:FRANCAIS

COMMUNICATION DE LA COLLECTIVITE DES BAKOKO-ADIE A EDEA
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Edéa, le 26 août 1953

La Collectivité des Bakoko-Adié à Edéa (Cameroun) représentée aux fins des présentes par M^r. Omog Thomas François - Eyiké - Minoué Paul - Mboté Martin Emile - tous trois mandataires légalisés en date du 22 mars et 5 septembre 1951 à Edéa (Cameroun)

à Monsieur le Président du Conseil de l'ONU, New-York

s/c de Monsieur le Secrétaire adjoint général,
Département des affaires de terre provenant de
pays non autonomes,
New-York

Monsieur,

A le respectueux honneur de vous prier de bien vouloir vous pourvoir en apportant votre aide immédiate auprès de l'Administration française du Territoire du Cameroun menaçante contre nous les soussignés et la Collectivité tout entière des sanctions sévères pour les motifs suivants :

En date du 9, 10, 11, 28 mai 1951, en vertu du mandat qui nous a été donné, nous avons posé des requêtes en vue d'obtenir la reconnaissance de droits fonciers de la Collectivité sur ces terrains en cause provient du droit traditionnel selon la coutume, ces terrains qui couvrent une superficie totale de

146,98 ha se trouvent contenus au périmètre du centre urbain de la ville d'Edéa, quartiers dits BATOUM, ZANGA, BONAMIKENGUE, SOMITO. Derrière centre commercial vers sud.

La tenue des palabres réglementaires a été effectuée par M. l'administrateur chef de la subdivision d'Edéa, assisté par M. BEL Matthias, commis des S.C. et F. assermenté conformément au décret portant organisation du régime de terres domaniales au Cameroun. Il n'y a eu aucune opposition de la part des Africains et des groupements des alentours. La mise en valeurs fragmentaires et l'existence de la continuité de la possession après la guerre de 1914-18 a été constatée.

Après trois mois d'affichage et avis publiés au Journal Officiel du Cameroun français du 15 avril 1953 sans opposition, Monsieur le Gouverneur, Haut-Commissaire de la République au Cameroun se permit de faire avec menaces au nom et pour le compte de l'Administration française territoriale, une opposition sous prétexte que les terrains en cause, dit-il, ont été classés au Domaine privé de l'Empire allemand en 1951 et qu'à cette occasion 7.000 marks or, représentant plusieurs millions de francs furent versés aux populations pour l'ensemble des terrains classés affectés au centre commercial.

L'argument délégué du classement de ces terrains affectés au centre commercial par l'Empire allemand est faux que celui du versement de 7.000 marks or, car :

1. L'occupation allemande au Cameroun était systématique, les Allemands occupaient les terrains en accord avec les autochtones ou par force qui, chez eux, primait le droit.

Ils ne classaient pas les terrains étant donné que tout le Territoire était une colonie de l'Empire allemand, autrement dit, arrivés les premiers à Douala, ils l'auraient classée ainsi que les autres villes des régions voisines dont les terrains sont actuellement payés et classés par l'Administration française au nom et pour le compte du territoire, ce qui se voit les énormes sommes versées aux Africains des Douala, Yaoundé, Ebolowa, Kribi, etc.

Les terrains classés étaient ce des entreprises privées pour la création des plantations, des Missions, etc... Depuis leur arrivée à Edéa vers 1884 jusqu'à leur délogement en 1914, l'Administration allemande n'a fait aucun contrat d'achat ni de vente avec les Africains d'ADIE.

2. Motif d'une inexactitude du versement de 7.000 marks or. La circulation des marks en or a commencé seulement en Allemagne en 1924 après leur départ du Cameroun en 1914 pour remplacer les reichsmarks en argent valant 100 pfennings ou 1,25 franc avant la guerre 1914-18, connus par tous les vieux.

3. Si une somme d'argent a été versée par l'Administration allemande à quelques chefs de famille à qui le chef de région jadis, M. VON GROSSES, demandait à se déguerpir de leur village pour la création d'un centre commercial. Ces frais de déguerpissement, variaient suivant le nombre des cases possédées chaque chef de famille et n'étaient considérées comme prix du terrain.

Si les terrains situés au périmètre du centre urbain étaient achetés et classés, une tenue des palabres réglementaires n'aurait pas été procédée par le chef de région d'Edéa en 1945 pour discuter ensemble avec les autochtones Adié de terrains situés en face de la P.T.T. Edéa, derrière la prison pour le camp des fonctionnaires dont nous avons des procès-verbaux soussignés par Monsieur le Chef de Région et nous proposa une somme insuffisante que la Collectivité refuse.

En ce qui concerne l'opposition d'immatriculation de l'Ile d'Edéa, nous sommes également menacés des sanctions très sévères de la part du Gouvernement du Territoire pour l'opposition que nous avons formulée au nom et pour le compte de la collectivité des Bakoko Adié sur l'Ile d'Edéa.

Ladite Ile dont nous faisons énergiquement l'opposition à l'immatriculation demandée par l'Administration du Territoire est une propriété coutumière de la collectivité des Bakoko-Adié, ce bien a été transmis comme legs de nos ancêtres depuis plusieurs générations du père en fils et nous sommes aujourd'hui des détenteurs du sol comme héritiers. M. Orobona Francis, chef de la subdivision

d'Edéa, assisté de MM. Nteppe Raymond, adjoint au chef de subdivision, Tina François, commis des S.C. et F., a procédé dans les journées des 16, 20 et 21 août 1948 à des tenues de palabres sur l'île située entre les deux bras des ponts de la Sanaga.

Ces tenues des palabres ont été effectuées conformément aux instructions contenues dans la lettre en date du 10 août 1948 de M. le Chef de Région et des articles 14 suivants portant organisation des terres domaniales au Cameroun. Les droits de propriété des ADIE, selon la coutume ont été constatés. ETAIENT présents à ces tenues de palabres : MM. Yomba Vincent de Paul, Chef supérieur d'Edéa, Zanga Paul chef des Etrangers Yaoundé, Batoum Joseph, chef des étrangers Banem, Bimai André, chef des Etrangers Bassa-Babimbi à Edéa ainsi qu'une foule considérable. Il a été expliqué que le terrain situé dans l'île faisait procédure pour être intégré dans le domaine privé du Territoire et faire connaître éventuellement les oppositions. Les avis étaient affichés et publiés après 3 mois sans opposition, la commission permanente de l'Assemblée territoriale du Cameroun représentée par MM. Coron, Président, Abega Martin, Vice-Président, chef supérieur des Yaoundé, M. l'abbé Miloné Joseph, Conseiller de la Sanaga-Maritime descendus à Edéa le 9 décembre 1949 pour discuter ensemble sur place les indemnités du droit coutumier avec les autochtones Adié en présence de M. Not, chef de région et de ses adjoints.

Au cours de la discussion sur le prix, les représentants Adié ont demandé 100 francs par mètre carré, et à leur retour, au sein de l'Assemblée territoriale générale, malgré la protestation du Conseiller de la Sanaga-Maritime, a voté unanimement une somme de 10 millions de francs, prix forfaitaire destiné aux ayants-droit sur l'île en compensation de leur droit coutumier.

La gérance de cette somme en litige, a été demandée par M. le Chef de région, lui étant refusée par la Collectivité Adié, il instiga les représentants des groupements Malimba, Yakalak, Loungahé, Yassoukou, Yabi, habitant de 40, 50 et 80 km de la ville d'Edéa à revendiquer eux aussi le droit sur l'île afin que cette somme soit déposée comme un bien sans maître ou une trouvaille dans la Caisse de consignation de l'Administration et que la loi française prévoit d'un

cas des oppositions, ledit bien revient au compte du Territoire dirigé par l'Administration.

Cette affaire se déroule depuis 1950 en des combines de tribunaux en tribunaux et elle est actuellement à la demande de la Collectivité à M. le Procureur général du Cameroun dans le contentieux du Territoire, ce qui rendait et nous détermine à faire l'opposition à l'immatriculation de l'île en litige jusqu'à l'obtention de ces indemnités votées par "ATCAM".

L'Administration française refuse à nous donner des indemnités prévues et votées par l'Assemblée territoriale du Cameroun, sous prétexte que ladite île était cédée en 1913 à l'Administration allemande par Mbome, chef supérieur en son temps.

Cet argument est nul et sans fondement au regard de la coutume, car l'île n'étant pas la propriété de la famille de Mbome mais un bien commun de la collectivité, ne pouvait être cédée par ce dernier, sans consultation populaire et cela sans indemnité.

D'ailleurs, le commandement indigène à la Sanaga-Maritime n'est que personnel et non territorial.

Le chef supérieur Mbome a assisté à une commission qui lui demandait son consentement pour le passage de la ligne ferrée sur l'île d'Edéa comme nous l'avons cité plus haut, l'Administration allemande occupait tous les terrains comme colonie de l'Empire allemand, mais elle ne les a pas classés.

Par ces motifs, nous vous prions instamment de venir immédiatement à notre secours contre les menaces, la violation, des droits, des coutumes et des lois de la part de l'Administration du territoire qui ne correspond pas avec la FRANCE-MERE.

Dans l'espoir que notre demande ne sera pas vaine, mais exaucée, veuillez agréer, Monsieur le Président de l'ONU, l'hommage de notre respectueuse soumission et dévouée.

(3 signatures : illisibles)
